

**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX
ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**

**POUR L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT
ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI**

DOSSIER N° : 2018BB728C

DATE DU REPERAGE : 27/11/2018

DATE DU RAPPORT : 30/11/2018

Ce rapport comprend 10 pages.

Il ne peut être reproduit ou utilisé que dans son intégralité.

OBJET DE LA MISSION :

La présente mission consiste à établir le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente :

- D'immeubles d'habitation comportant un seul logement
- Des parties privatives de tout ou partie d'immeubles collectifs d'habitation

Le rapport constitue l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux et produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du code de la santé publique.

Le repérage a pour objectif de rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (cf § 3.3) accessibles sans travaux destructifs. Pour les matériaux de la liste B, leur risque de dégradation lié à l'environnement est également évalué.

Références réglementaires :

Articles L. 1334-13, R. 1334-15 et 16, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 à 24, R. 1334-27 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12/12/2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

BIEN OBJET DE LA MISSION :

Adresse :	6, cour Saint-Eloi - 75012 PARIS
Partie de bien inspectée :	Studio au 4 ^{ème} étage de l'immeuble B, à gauche et en face de l'escalier (lot n°428) Cave répertoriée C35 au 1 ^{er} sous-sol (lot n°394) - (non visitée) Parking (lot n°336) - (non visité)
Date de visite :	27/11/2018

Ce rapport a fait l'objet d'une commande en date du : 16/11/2018

PETIT Pascal



Signature :



SOMMAIRE

- 1 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION
 - 2 - CONCLUSIONS DU RAPPORT
 - 3 - DESCRIPTION GENERALE DU BIEN
 - 4 - REALISATION DU REPERAGE
 - 5 - RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE
 - 6 - ATTESTATION SUR L'HONNEUR
 - 7 - CERTIFICAT DE COMPETENCES
 - 8 - ATTESTATION D'ASSURANCE
-

1 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION

1.1- Désignation du bâtiment

Type de bâtiment : Immeuble à usage d'habitation
Date du permis de construire (à défaut date de construction) : Non communiquée
Adresse complète : 6, cour Saint-Eloi - 75012 PARIS
Référence cadastrale : Section 1202 CP n°13
Bien en copropriété : Oui
Fonction principale du bâtiment : A usage d'habitation

1.2- Désignation du client

Désignation du propriétaire :

Nom : M. et Mme
Adresse :

Qualité (sur déclaration de l'intéressé): Huissiers de Justice Associés

Nom : SCP CHAPLAIS & BRIEDJ
Adresse : 32, avenue Charles Floquet – 75007 PARIS

1.3- Désignation de l'opérateur de repérage

Opérateur de repérage : Pascal PETIT
Certification de compétence : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par ICERT – Rue de la Terre Victoria – 35760 ST GREGOIRE. Le N° du certificat est N° CPDI 2925 délivré le 15/12/2017 et expirant le 04/12/2022

1.4- Organisme chargé de la mission

Raison Sociale : SELAS Cabinet Pierre Bloy
Adresse : 21/23 rue de l'Amiral Roussin – 75015 PARIS
Numéro SIRET : 479 001 745 00021
Compagnie : Nom de la compagnie : ALLIANZ
d'assurance : N° de police : 49 357 683
Valide jusqu'au : 31/12/2018

1.5- Désignation du laboratoire d'analyse

Sans objet.

1.6- Avertissement

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que, dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, la recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante s'applique aux seuls matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique accessibles sans travaux destructifs.

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1- Parois verticales intérieures Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs) Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu Enduits projetés, panneaux de cloisons
2- Planchers et plafonds Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres Planchers	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés Dalles de sol
3- Conduits, canalisations et équipements intérieurs Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu Vide-ordures	Conduits, enveloppes de calorifuges Clapets, volets, rebouchage Joints (tresses, bandes) Conduits
4 - Eléments extérieurs Toitures Bardages et façades légères Conduits en toiture et façade	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment) Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée

Les résultats de la présente mission ne peuvent être utilisés comme seul repérage préalable à la réalisation de travaux.

2 – CONCLUSIONS DU RAPPORT

DANS LE CADRE DE LA MISSION DECRIT EN TETE DE RAPPORT, IL N'A PAS ETE REPERE DE MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Cette conclusion fait suite à la connaissance des produits par l'opérateur de repérage.

Remarques particulières : aucune

3 – DESCRIPTION GENERALE DU BIEN

3.1 – Description :

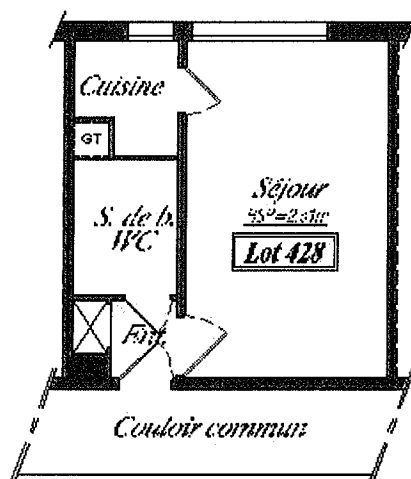
Studio au 4^{ème} étage de l'immeuble B comprenant : entrée, séjour, cuisine et salle de bains avec WC.

3.2 - Tableau récapitulatif des pièces

Nom	Descriptif
Studio au 4^{ème} étage de l'immeuble B (lot n°428)	
Entrée avec placard	Sol : Béton Murs : Enduit/Plâtre Cloisons : Enduit/Plâtre Plafond : Enduit/Plâtre Conduit vertical PVC nu Porte : Bois Bâti de porte : Bois et métal
Séjour	Sol : Béton Murs : Enduit/Plâtre Cloisons : Enduit/Plâtre Plafond : Enduit/Plâtre Coffrage horizontal étanche en bois Tuyaux métalliques nus Fenêtre : Bois Bâti de fenêtre : Bois Bâti de porte : Métal
Cuisine	Sol : Béton Murs : Enduit/Plâtre Cloisons : Enduit/Plâtre Plafond : Enduit/Plâtre Gaine technique verticale étanche Coffrage horizontal étanche en bois Porte : Bois Bâti de porte : Métal Fenêtre et bâti : Bois
Salle de bains avec WC	Sol : Carrelage Murs : Enduit/Plâtre Cloisons : Enduit/Plâtre Plafond : Enduit/Plâtre Tuyaux métalliques et PVC nus Porte : Bois Bâti de porte : Métal

3.3 – Plan schématique de l'appartement

Cour Saint-Eloi



4 – REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 27/11/2018

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : Le descriptif des lots.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : Maître BRIEDJ, huissier de justice.

4.1 - Liste des pièces visitées : Entrée, séjour, cuisine et salle de bains avec WC.

4.2 - Pièces ou parties de l'immeuble non visitées,
Matériaux et produits non contrôlés, ou non contrôlables

Pièces ou parties d'immeuble	Raison de l'absence de visite
Cave répertoriée C35 au 1 ^{er} sous-sol (lot n°394)	Inaccessible le jour de la visite.
Parking (lot n°336)	Inaccessible le jour de la visite.
Intérieur du coffrage dans le séjour et la cuisine.	Inaccessible sans démontage

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que les obligations réglementaires prévues aux articles R. 1334-15 à R1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies.

4.3 – Méthodologie du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

L'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique, accessibles sans travaux destructifs puis recense et identifie les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (matériau ou produit ayant intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication) entrant dans le cadre de la présente mission.

A cette fin, il examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment. Lorsque certains locaux ne sont pas accessibles, l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs

L'inspection visuelle peut être complétée par des investigations approfondies et des sondages qui permettent de s'assurer de la composition interne d'un ouvrage ou d'un volume.
L'inspection visuelle, les sondages et les prélèvements sont réalisés selon les prescriptions décrites à l'annexe A de la Norme NF X 46 020 de décembre 2008.

En cas de doute sur la présence d'amiante, il détermine les matériaux ou produits dont il convient de prélever et d'analyser un ou des échantillons pour pouvoir conclure quant à la présence d'amiante.

Conformément aux prescriptions de l'article R. 1334-24 du code de la santé publique, les analyses de ces échantillons de ces matériaux ou produits sont réalisés par un organisme accrédité.

Les prélèvements sont effectués sur toute l'épaisseur du matériau.

Conformément aux prescriptions de l'annexe B de la norme NF X 46-020 de décembre 2008 :

- les prélèvements sont réalisés dans des conditions conduisant à une pollution minimale des lieux.
- pour éviter tout risque de contamination croisée :
 - les outils sont à usage unique ou sont soigneusement nettoyés après chaque prélèvement.
 - les prélèvements sont conditionnés individuellement en double emballage étanche.
- pour assurer une parfaite traçabilité des échantillons prélevés, l'identification est portée de manière indélébile sur l'emballage et si possible sur l'échantillon. Une fiche d'accompagnement, reprenant l'identification est transmise au laboratoire.

Pour les matériaux de la liste A, l'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, il précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante.

Pour les matériaux de la liste B, l'opérateur conclut définitivement à l'absence ou la présence d'amiante pour chaque matériau ou produit repéré. Dans sa conclusion, il précise le critère (marquage du matériau, document consulté, résultat d'analyse de matériau ou produit) qui lui a permis de conclure quant à la présence ou à l'absence d'amiante. Pour chacun des matériaux ou produits repérés, en fonction de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. Dans ce cas, il précise dans sa conclusion que le critère qui lui a permis de conclure est son jugement personnel.

5 – RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Sans objet.

Cachet de l'entreprise



Dates de visite et d'établissement de l'état

Visite effectuée le : 27/11/2018

Rapport édité à Paris le : 30/11/2018

Nom, Prénom : PETIT Pascal

Signature de l'opérateur

6 – ATTESTATION SUR L'HONNEUR



Je, soussigné Julien DUBOIS, Président de la société Cabinet Pierre Bloy, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

J. DUBOIS

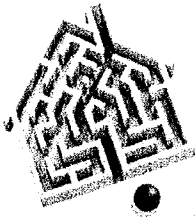


21-23, rue de l'Amiral Roussin - 75015 PARIS
Tél. : 01 44 38 00 00 - Fax : 01 44 38 00 20
E-mail : cabinet@bloy.geometre-expert.fr

Le Galaxy - CréActive Place - BP 40035 - 14800 DEAUVILLE
Tél. : 02 31 88 08 32 - Fax : 02 31 87 33 91
E-mail : dcauville@bloy.geometre-expert.fr



Site Web : www.bloy.geometre-expert.fr
SELAS - Société inscrite à l'ordre des Géomètres Experts sous le N° 24102
SELAS au capital de 70 000 euros - R.CS Paris 479 001 745 - N° TVA intracomunitaire FR 084 79 001 745



Certificat de compétences Diagnosticheur Immobilier

N° CPDI2925 Version 003

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur PETIT Pascal

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

- Amiante sans mention** **Amiante Sans Mention***
Date d'effet : 05/12/2017 - Date d'expiration : 04/12/2022
- DPE Individuel** **Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE Individuel**
Date d'effet : 26/07/2017 - Date d'expiration : 25/07/2022
- Electricité** **Etat de l'installation intérieure électrique**
Date d'effet : 05/12/2013 - Date d'expiration : 04/12/2018
- Plomb** **Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb**
Date d'effet : 13/07/2017 - Date d'expiration : 12/07/2022
- Termites** **Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine**
Date d'effet : 05/10/2017 - Date d'expiration : 04/10/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 11/12/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluation préliminaire de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments existants que recouvre la mission.

** Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluation préliminaire de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de quatre étages, dans les communes de moins de 1000 habitants, pour les missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les missions sont à l'issue des travaux de travaux de confort et/ou.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques coproducteurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infection par le plomb des peintures ou des constats après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification. Arrêté du 25 juillet 2016 détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques coproducteurs de rapports de qualification périodique d'état de conservation des matériaux et produits couvrant de la rampe, et détermine aussi après travaux dans les communes de moins de 1000 habitants les critères de certification des organismes de certification. Arrêté du 30 octobre 2006 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant la présence et de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification. Arrêté du 10 octobre 2006 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification. Arrêté du 6 avril 2007 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification. Arrêté du 6 juillet 2008 modifié détermine les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticheur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13



ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE 2018

Allianz I.A.R.D. Société anonyme au capital de 991.967.200 euros, inscrite au RCS de Nanterre, sous le numéro 542 110 291, dont le siège social est situé : 1 cours Michelet CS 30051 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

**SELAS CABINET PIERRE BLOY
21 RUE DE L AMIRAL ROUSSIN
75015 PARIS**

SIREN : 78431138300029

N° d'inscription à l'Ordre : **24102**

Est titulaire d'un contrat d'assurance de Responsabilité Civile sous le n° 49357683 / 204 qui a pour objet de garantir l' Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités suivantes :

• **Activité de Géomètre-Expert,**

telle que prévue par la loi n° 46-942 du 7 mai 1946, modifiée par les lois 85-1408 du 31 décembre 1985, 87-998 du 15 décembre 1987 et 94-529 du 28 juin 1994 et du décret n° 94-478 du 31 mai 1996.

Y compris :

- Le géo référencement
- La Détection des réseaux et canalisations dans le cadre de l'Arrêté du 15 février 2012, JORF n°0045 du 22 février 2012, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

Ainsi que toutes les activités admises par l'ordre des Géomètres-Experts

• **Activité d'expertise amiable et judiciaire**

• **Activité de diagnostic immobilier réglementaire**

Telle que prévue par la loi n° 46-942 du 7 mai 1946, modifiée par les lois 85-1408 du 31 décembre 1985, 87-998 du 15 décembre 1987 et 94-529 du 28 juin 1994 et du décret n°94-478 du 31 mai 1996, **et admises par l'ordre des Géomètres-Experts.**

- Le Constat de risque d'exposition au Plomb
- Le repérage d'amiante
- La présence de Termites et autres Insectes xylophages
- L'Etat de l'installation de Gaz
- Le Diagnostic Performance Energétique (DPE)
- L'Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat des risques naturels et technologiques
- Le Contrôle des Installations d'Assainissement NON Collectif
- Le mesurage Loi Carrez/Loi Boutin/ Loi Scellier
- Les activités complémentaires suivantes :
- La présence d'autres insectes xylophages
- La présence de champignons lignivores
- Calcul des Millièmes de Copropriété
- Calcul des Tantièmes de Copropriété
- Etat descriptif de division



- Etat des lieux locatif
- L'analyse de la teneur en plomb dans l'eau potable
- Diagnostic Risque d'intoxication par le plomb
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic Radon
- Certificat aux normes de Surfaces et d'Habitabilité Et Prêt à Taux Zéro
- Certificat des travaux de réhabilitations et Investissement locatif dans l'ancien (Dispositions Robien)
- Contrôle d'Assainissement Collectif
- Diagnostic technique pour mise en copropriété d'immeubles de plus de 15 ans (Loi du 13/12/2000- article 74-alinéa 111.6.2)
- Diagnostic Technique Global conformément à la Loi n° 2014-366 dite Loi Alur et son décret d'application n° 2015-587 du 29 mai 2015
- Certificat de logement décent
- Etat du dispositif de sécurité des piscines
- Inspections de meublés et de résidences de tourisme

Montants des garanties:

Responsabilité civile exploitation :

Tous dommages confondus : **8.000.000 € par sinistre**

- dont dommages matériels et immatériels consécutifs : **1.600.000 € par sinistre**
- dont atteinte à l'environnement : **305.000 € par sinistre et 600.000 € par année d'assurance**
- dont dommages à vos préposés : **1.000.000 € par sinistre et par an**

Reconstitution d'archives : 200.000 € par sinistre

Responsabilité civile professionnelle :

Tous dommages confondus : **5.000.000 € par sinistre et par année d'assurance**

- dont dommages immatériels non consécutifs : **1.800.000€ par sinistre et par année d'assurance**

Cette attestation est valable pour la période comprise entre le **1er janvier 2018 au 31 décembre 2018**.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des termes et limites du contrat d'assurance susmentionné, et n'implique pas une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

Fait à Neuilly sur Seine, le 5 janvier 2018, pour valoir ce que de droit.

Pour Allianz IARD
Délégation à : VERLINGUE

